

Theresa May espère débloquer les négociations

Les Européens, entre démenti
et optimisme prudent

- Londres cède sur la facture du Brexit.
- L'incertitude actuelle coûte cher à Londres.
- L'UE affiche un optimisme très prudent.

Du côté européen, on se garde bien de confirmer que l'Union européenne et le Royaume-Uni sont proches d'un accord concernant l'épineuse question des engagements financiers du second envers la première. *"On lit beaucoup de choses dans la presse sur ce sujet ces jours-ci"* mais *"nous avons encore à travailler, la négociation n'est pas encore terminée à ce sujet"*, a tempéré le négociateur en chef du Brexit pour l'UE, Michel Barnier, lors d'une conférence à Berlin. *"Il est prématuré de parler d'accord"*, glisse une source européenne, reconnaissant cependant qu'un pas a été franchi. Le commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, a émis moins de réserves quant à la perspective d'un accord imminent. *"Je me félicite des progrès qui ont été enregistrés lors des dernières 48 heures, concernant le règlement financier"*, a déclaré l'Irlandais mercredi à "La Libre".

Selon les estimations européennes, le montant de la facture britannique oscillerait aux alentours de 60 milliards d'euros – un montant jamais officiellement confirmé. Selon la presse britannique, le Royaume-Uni s'engagerait à payer à l'Union une somme comprise entre 45 et 55 milliards d'euros. *"Spéculations"*, défend-on, à Londres.

Il n'est en fait qu'une seule certitude : le temps presse. Les Vingt-sept décideront, lors

du sommet européen des 14 et 15 décembre, si des progrès suffisants ont été accomplis dans la phase 1 des négociations du Brexit – le processus de séparation. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils accepteront d'ouvrir la phase 2 sur la période de transition de deux ans et la future relation commerciale entre l'UE et son ex-Etat membre (qui trépigne d'impatience).

Le 24 novembre dernier, le président du Conseil européen, Donald Tusk avait donné à la

Première ministre britannique Theresa May jusqu'au 4 décembre – *"date limite absolue"*, avait précisé le Polonais – pour progresser sur les trois principaux dossiers du divorce : le règlement financier, les droits post-Brexit des ressortissants européens installés outre-Manche, et la question de la frontière entre l'Irlande (membre de l'UE) et l'Irlande du Nord (partie du Royaume-Uni). *"A présent que la question des engagements financiers est débloquée, j'espère*

**Il n'est qu'une
certitude :
le temps presse
pour que
Londres
satisfasse aux
demandes
de progrès
des Européens.**

que les Britanniques s'engageront de la même manière dans les prochaines semaines sur le dossier de la frontière irlandaise", a souligné le commissaire Hogan.

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, pourra en juger lundi prochain, lors du déjeuner de travail qu'il aura avec la Première ministre britannique Theresa May.

OleB

Acculé, Londres est contraint à lâcher du lest

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Boris Johnson ne fait plus le malin. Au début des négociations sur le Brexit entre Londres et Bruxelles début juillet, le ministre britannique des Affaires étrangères avait fait savoir que les Européens "pourraient toujours couvrir" s'ils pensaient récupérer "les sommes que j'ai vues", qu'il avait comparé à de "l'extorsion". Selon de persistantes rumeurs bruxelloises, la Commission européenne réclamait alors au Royaume-Uni une "taxe de sortie" de l'Union européenne – plus précisément : le paiement des engagements financiers britanniques envers l'UE – comprise entre 60 et 100 milliards d'euros. De leur côté, les Britanniques penchaient pour le versement d'environ 20 milliards d'euros pour les deux années de la période de transition post-Brexit (prévue en 2019 et 2020). Alors que la presse britannique assure depuis mardi soir que la Première ministre, Theresa May, présentera une nouvelle proposition équivalente à 50 ou 55 milliards d'euros, l'ancien maire de Londres a changé de ton. Il a promis que les siens feraient "une offre juste" pour sortir les négociations de l'impasse. "C'est le moment de sortir le navire des récifs et de le faire avancer!", a commenté "Bojo".

A l'image de Boris Johnson, les négociateurs britanniques ont lâché du lest ces cinq derniers mois. Un à un. Le ministre en charge de la sortie de l'UE David Davis voulait mener les négociations financières et commerciales simultanément. Dès sa première rencontre avec le négociateur en chef de l'Union, Michel Barnier, il a pourtant accepté qu'elles se déroulent l'une après l'autre, ainsi que l'entendent les Vingt-sept. Theresa May avait sous-entendu qu'elle pourrait utiliser les droits des résidents européens au Royaume-Uni comme arme de négociation. Elle avait rapidement abandonné cette idée suite à sa très mauvaise réception par l'opinion publique et les médias.

Un coût de l'incertitude

Lors de cette première phase de négociations en forme de duel, Londres a cillé des yeux la première.

L'Union européenne, elle, s'est montrée inflexible. La dégradation de la conjoncture économique britannique a joué un rôle majeur dans cette guerre des nerfs. La semaine dernière, le ministre britannique des Finances Philip Hammond a revu ses

prévisions de croissance à la baisse : 1,5 % en 2017 contre 2 % annoncés en mars, 1,4 % en 2018 contre 1,6 %, 1,3 % en 2019 contre 1,7 % en mars, etc. Incapables de voir où se dirige le pays et sans doute leur propre secteur, les dirigeants d'entreprises ont freiné leurs investissements. L'incertitude commençait à peser concrètement sur l'activité du pays.

Les conférences de presse organisées à la fin de chacun des rounds de négociations ont aussi marqué les esprits. Certes, ces exercices, tout sauf improvisés, font partie d'une stratégie de communication établie. D'un côté, un David Davis, hâbleur et optimiste cherchant à atténuer l'anxiété d'une partie des citoyens et des entreprises britanniques; de l'autre, un Michel Barnier cassant et pessimiste voulant exposer la fermeté européenne pour décourager tout autre pays à suivre le chemin du Royaume-Uni hors de l'UE. Au final, c'est le message du Français sur l'impasse provoquée par le manque de préparation et l'amateurisme de Londres qui a porté. Outre son influence auprès des médias et des réseaux sociaux, il a réussi à faire douter les Brexiters les plus volontaires et même l'équipe de négociation britannique. L'Union a donc remporté la première manche.

Un prix "acceptable" pour les Brexiters

En apparence en tout cas. Lundi prochain, lorsque Theresa May déjeunera avec le président de la Commission Jean-Claude Juncker, puis prendra le thé avec le président du Conseil européen Donald Tusk, aucun chiffre précis sur l'ardoise payée par Londres ne sera dévoilé. "Il faut bien comprendre que Londres ne versera pas un chèque à Bruxelles mais paiera sur plusieurs dizaines d'années", nous précise un membre de l'administration britannique. La Première ministre indiquera donc si son pays est prêt à contribuer financièrement pour "le reste à liquider", expression française qui concerne les engagements déjà pris par l'UE pour des projets à venir mais pas encore payés, pour les retraites futures des employés britanniques au sein des instances européennes et pour sa part dans le budget européen 2014-2020 (censée être payée en décalé jusqu'en 2023), dans divers programmes européens, etc.

Chaque année, Londres verse entre 17 et 18 milliards au budget de l'UE et en récupère environ 6 grâce au rabais obtenu jadis par la Première ministre Thatcher. Un versement de 50 à 55 milliards correspondrait donc à cinq années de contribution britannique au budget européen, voire à moins si la somme s'applique aux deux années de transition post-Brexit. Un prix pas si élevé pour des Brexiters désireux de se libérer du "joug bruxellois".